
Tendances contemporaines de la famille

L'ÉTAT ACTUEL DU BUDGET DE LA FAMILLE CANADIENNE RAPPORT 2002

Roger Sauvé, People Patterns Consulting
(2003)



L'Institut Vanier de la famille

Le présent document a été commandé par l'Institut Vanier de la famille en guise de contribution au débat et pour servir de ressources en vue de formuler l'opinion de cet Institut sur les revenus des familles canadiennes.

À propos de l'auteur...

Roger Sauvé, président de People Patterns Consulting, est l'auteur de *Canadian People Patterns* (1990) et de *Borderlines* (1994). Il a rédigé de nombreux rapports pour des clients sur les tendances sociales, économiques et démographiques en plus d'élaborer des prévisions à long terme sur les dépenses des ménages. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 250.642.2771, par télécopieur au 250-642-2726, par courriel à roger@peoplepatternsconsulting.com ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.



L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous le patronage de Leurs Excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut est une organisation bénévole nationale qui se consacre à la promotion du bien-être des familles canadiennes par le biais de la recherche, de publications, de l'éducation du public et de la défense des intérêts des familles. L'Institut collabore régulièrement avec les entreprises, les législateurs, les décisionnaires, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services à la famille, les médias et le grand public.



Tendances contemporaines de la famille est une collection de documents hors série rédigés par d'éminents experts canadiens des études de la famille.

Also available in English

Table des matières

<i>Introduction et note technique</i>	3
<i>Quelques faits saillants</i>	4
<i>Encore de bonnes nouvelles en matière de revenu pour la plupart des familles</i>	6
<i>Le revenu familial et l'impôt sur le revenu ont augmenté en parallèle au cours de la dernière décennie</i>	7
<i>La hausse du revenu marchand provient en grande partie du nombre plus élevé de revenus par famille</i>	8
<i>Les taux de faible revenu toujours en baisse</i>	9
<i>Le déficit en revenu plus marqué chez les familles biparentales pauvres avec enfants</i>	10
<i>Le budget annuel requis pour l'élimination de la pauvreté au Canada se situe actuellement à 10,6 milliards de dollars</i>	11
<i>Le budget annuel requis pour l'élimination de la pauvreté chez les enfants se situe actuellement à 2,8 milliards de dollars</i>	12
<i>L'inégalité des revenus a été plus marquée au cours de la dernière décennie</i>	14
<i>Les contribuables et nos gouvernements jouent un rôle clé dans la redistribution de la richesse</i>	14
<i>Les dépenses annuelles ont augmenté de manière continue depuis une décennie</i>	16
<i>Les dépenses des ménages selon les sexes et autres détails particuliers en matière de dépenses</i>	17
<i>L'épargne annuelle toujours faible et inchangée</i>	17
<i>Les ménages sont plus prudents en ce qui a trait à l'endettement</i>	18
<i>La valeur nette baisse pour la première fois depuis 1991</i>	19
<i>Un aperçu de l'amélioration de la situation financière des mères seules</i>	21
<i>ANNEXE A Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux et le déficit en revenu par rapport au seuil de faible revenu, après paiements de transfert et impôt</i>	23
<i>ANNEXE B Familles et individus libres de liens familiaux à faible revenu (dits pauvres) après impôt</i>	25
<i>Notes en fin de texte et information additionnelle sur les sources utilisées pour les graphiques</i>	26

INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE

Ce quatrième rapport annuel fait le point sur l'état actuel du budget des familles et des ménages du Canada. Ce rapport examine le revenu, les dépenses, l'épargne et la valeur nette par catégorie de famille et de ménage. La réaction positive suscitée par les rapports antérieurs semble indiquer que les particuliers, les familles, les gouvernements, le milieu des affaires, les syndicats, les médias et beaucoup d'autres organisations veulent et ont besoin d'en connaître davantage sur la situation financière des familles canadiennes. Ce rapport est en train de devenir un document source tant pour le grand public que pour les chercheurs. Certains résultats font maintenant partie du matériel qu'on trouve dans les manuels scolaires.

Ce rapport porte essentiellement sur les familles. Les plus récentes mesures du revenu familial qui sont disponibles concernent l'année 2000. De l'information additionnelle, et plus à jour, est également disponible pour le secteur dit "domestique", et celle-ci a été utilisée pour fournir plusieurs des estimations concernant tous les ménages jusqu'à 2001, et dans certains cas, pour une partie de 2002. Les ménages comprennent tant les familles que les individus libres de liens familiaux. Les ménages familiaux représentent environ les deux tiers de tous les ménages. Les tendances récentes observées dans les ménages donnent une bonne idée de ce qui se passe dans les familles.

Pour une meilleure compréhension des résultats et de leur pertinence, il faut noter que toutes les mesures ont été converties en fonction de la « famille » ou du « ménage ». La plupart des estimations sont présentées en dollars constants de 2000, et reflètent par conséquent l'évolution réelle du pouvoir d'achat après inflation sur plusieurs années. L'expression "réel" réfère à ce qui serait arrivé sans inflation. Les mesures incorporent les mises à jour et toute révision récente effectuées par Statistique Canada.

L'analyse couvre principalement la dernière décennie, de 1991 à 2001, en particulier les trois dernières années et se termine en 2000 ou 2001, selon la série de données. Les graphiques couvrent chaque année à partir de 1991 jusqu'à la dernière année où les données sont disponibles. Les tableaux et les annexes indiquent le changement global sur l'ensemble de la période et pour chacune des trois dernières années. Les cellules ombragées (en gris) mettent en exergue la détérioration ou les baisses survenues pour les indicateurs choisis. On encourage les lecteurs à examiner les deux tableaux en annexe pour avoir un aperçu plus détaillé des changements vécus par différents types de famille et de ménage.

Des détails additionnels sur les sources de données pour les graphiques 1 à 16 se trouvent à la fin du rapport.

Les opinions exprimées dans le présent rapport n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut Vanier de la famille. L'auteur assume la responsabilité de toute erreur ou omission. On peut rejoindre Roger Sauvé, People Patterns Consulting, par téléphone au 250.642.2771, par télécopieur au 250.642.2726, par courriel à roger@peoplepatternsconsulting.com, ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.

QUELQUES FAITS SAILLANTS

ENCORE DE BONNES NOUVELLES EN MATIÈRE DE REVENU POUR LA PLUPART DES FAMILLES

Le revenu familial moyen après impôt et paiements de transfert a progressé de façon significative, soit de 3,0 % en 2000, pour atteindre 54 725 \$, un nouveau record. Ceci représentait un troisième niveau historique. La plus grande amélioration a été enregistrée chez les mères seules, tandis que la situation s'est détériorée le plus pour les hommes âgés libres de liens familiaux. Le pourcentage de ménages à faible revenu (dits pauvres) a reculé pour une quatrième année consécutive. Le taux pour toutes les familles de deux personnes ou plus a atteint 10,7 % en 1996, pour chuter à 7,9 % en 2000.

LE BUDGET ANNUEL REQUIS POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS SE SITUE ACTUELLEMENT À 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS

Le nombre d'enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté a diminué, pour atteindre 868 000 en 2000. La somme des déficits annuels en revenu des familles à faible revenu avec enfants, autres qu'âgées, se situe actuellement à environ 2,8 milliards de dollars. Cette somme représente le montant qui serait requis pour augmenter le revenu de l'ensemble des ménages à faible revenu (dits pauvres) avec enfants, pour atteindre les seuils de faible revenu applicables.

LES CONTRIBUABLES ET LEURS GOUVERNEMENTS JOUENT UN RÔLE CLÉ DANS LA REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE

Bien que l'inégalité continue de s'accroître, il y a toujours des transferts significatifs de revenus des familles les plus riches vers les familles les plus pauvres. En 2000, les familles du quintile inférieur ont connu des gains nets de 8 099 \$ en moyenne, tandis que les familles du quintile supérieur ont fait une contribution nette de 30 814 \$ en moyenne.

LES DÉPENSES ANNUELLES ONT AUGMENTÉ DE MANIÈRE CONTINUE DEPUIS UNE DÉCENNIE

Tout au cours de la dernière décennie, les dépenses totales par ménage canadien ont augmenté chaque année. Ce fut encore le cas en 2001 lorsque celles-ci ont enregistré une hausse de 1,3 %. Les dépenses liées au divertissement, aux loisirs, à l'éducation et à la culture ont grimpé de plus de 50 % au cours de la décennie, soit trois fois le taux de croissance pour l'ensemble des dépenses.

ON OBSERVE UNE PLUS GRANDE PRUDENCE DES MÉNAGES EN CE QUI A TRAIT À LA DETTE

Les ménages canadiens empruntent plus, mais la croissance annuelle du niveau d'endettement par ménage a ralenti au cours des trois dernières années. En 2001, les ménages devaient 57 400 \$ en moyenne et, en 2002, il semble que ce montant a augmenté d'environ 1 000 \$.

LA VALEUR NETTE EN BAISSÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1991

L'année 2001 a marqué la fin d'une hausse progressive de la valeur nette des ménages canadiens pendant une période de dix années consécutives. La valeur nette a connu une baisse d'environ 625 \$, soit de 0,2 % par rapport à l'année précédente. Selon les indices, une chute additionnelle est prévue pour 2002.

UN APERÇU DE L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÈRES SEULES

Selon plusieurs indicateurs, les mères seules semblent vivre dans de meilleures conditions financières. Le taux de faible revenu pour cette catégorie a chuté de 49 % en 1996 à 34 % en 2000. Il semble que la plupart des gains proviennent d'une plus grande participation au marché du travail rémunéré.

ENCORE DE BONNES NOUVELLES EN MATIÈRE DE REVENU POUR LA PLUPART DES FAMILLES

Le revenu familial moyen après impôt et paiements de transfert a progressé de façon significative, soit de 3,0 % en 2000 (selon les plus récentes données disponibles), pour atteindre 54 725 \$, un nouveau record. Ceci représentait une amélioration annuelle pour une cinquième année consécutive et le troisième niveau historique. Par rapport aux niveaux de 1991, le revenu familial moyen a augmenté d'environ 5 700 \$, soit d'environ 11,6 %.

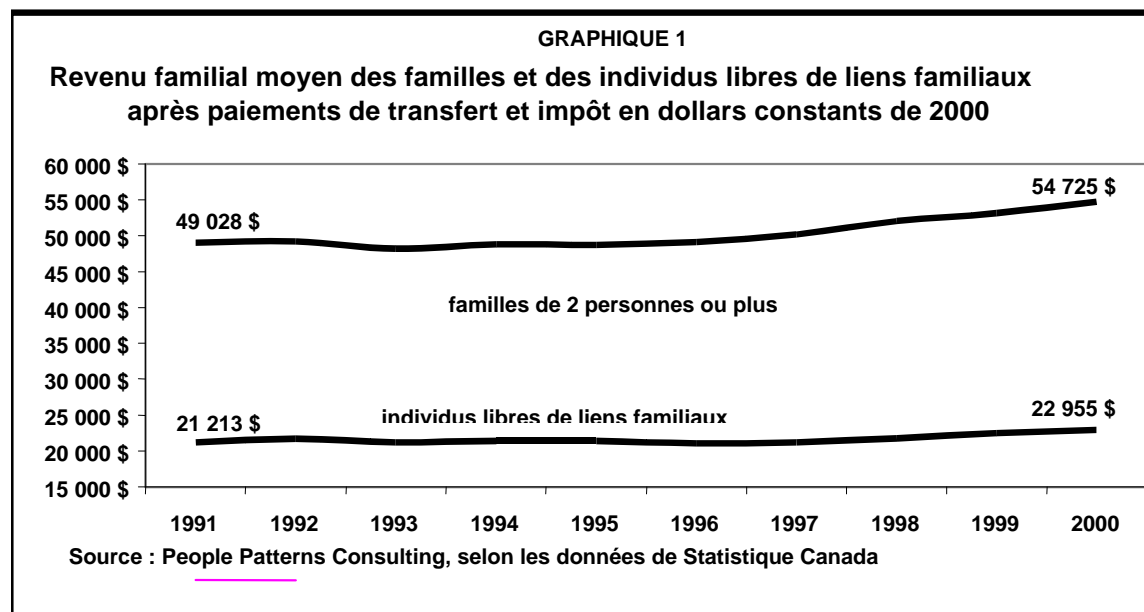
Parmi les individus libres de liens familiaux, le revenu moyen après paiements de transfert et impôt a enregistré une hausse de 2 % en 2000. C'était une hausse pour une quatrième année consécutive et un deuxième niveau historique. Par rapport au niveau de 1991, ceci représentait une hausse de 8,4 %. Voir l'Annexe A pour constater qui sont les grands gagnants... et oui, pour connaître qui sont les perdants ou ceux et celles qui réussissent à simplement maintenir leur statut économique.

En 2000, les gains les plus marqués ont été enregistrés chez :

- les mères seules (+8,4 %) (plus d'informations sur ce groupe vers la fin du rapport),
- les pères seuls (+7,4 %),
- les hommes autres qu'âgés, libres de liens familiaux (+5,7 %)
- et les familles de l'Alberta (+5,7 %)

En 2000, le revenu de quelques groupes a connu une baisse ou a stagné au même niveau :

- les hommes âgés libres de liens familiaux (-3,1 %),
- les femmes autres qu'âgées (-2,0 %),
- les couples mariés sans enfants à revenu unique (-1,7 %),
- les couples mariés avec enfants à revenu unique (-0,5 %)
- et les familles de la Colombie-Britannique qui gagnaient le même revenu qu'en 1999.



À plus long terme, au cours de la période couvrant 1991 à 2000, tous les groupes qui se trouvent à l'Annexe A, sauf l'un d'entre eux (autres familles âgées), ont connu des améliorations en revenu après impôt et paiements de transfert.

- Les groupes qui ont enregistré les gains les plus marqués pour la période couvrant 1991 à 2000 sont les mères seules (+26,5 %), les pères seuls (+19,2 %), les familles du quintile supérieur (+16,3 %), les familles de l'Ontario (+15,4 %) et les couples mariés avec enfants à double revenu (+14,2 %).
- Les groupes qui ont enregistré le moins de gains sont les familles de la Colombie-Britannique (+4,3 %). En 1991, le revenu familial en Alberta se situait à seulement 232 \$ au-dessus de celui de la Colombie-Britannique, mais cet écart a grimpé pour se situer à plus de 4 000 \$ en 2000.

LE REVENU FAMILIAL ET L'IMPÔT SUR LE REVENU ONT AUGMENTÉ EN PARALLÈLE AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE

Les sources majeures du revenu familial sont illustrées au Tableau 1 qui se trouve plus bas.

Les revenus marchands moyens (emploi, travail autonome, investissements et épargne privée de retraite, etc.) ont connu une forte hausse de 4,5 % en 2000. Mais selon les plus récents indicateurs, il semble que le taux de croissance du revenu marchand a ralenti en 2001. Par contre, les nouveaux chiffres pour la croissance dans le secteur de l'emploi observée en 2002 indiquent une autre forte croissance du revenu marchand en 2002.

Les transferts publics (assurance-emploi, prestations fiscales pour enfants, RPC/RRQ, Sécurité de la vieillesse, etc.) aux familles ont fléchi de façon significative pour une quatrième année consécutive. Ce déclin est attribuable en grande partie à une diminution du taux de chômage.

L'impôt sur le revenu a grimpé de 6,6 % en 2000, suite à une baisse exceptionnelle l'année précédente. Au cours de la période couvrant 1991 à 2000, l'impôt sur le revenu a augmenté de 12,1 %, une hausse inférieure à la croissance du revenu marchand.

TABLEAU 1 Déterminants du revenu familial moyen

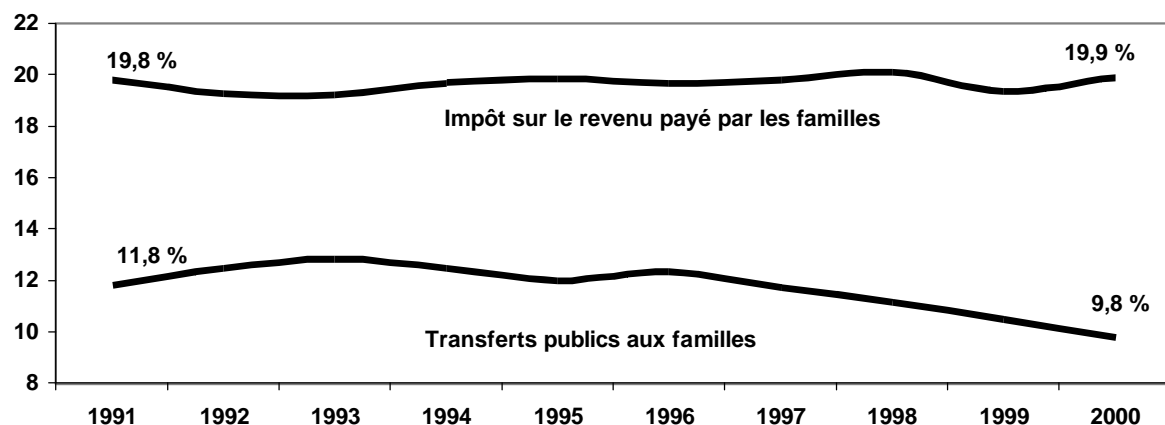
(les cellules ombragées représentent les périodes où les revenus ou les paiements de transfert ont diminué)

	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	Revenu en \$ de 2000		% du changement pour certaines périodes			
	1991	2000	00/91	98/97	99/98	00/99
REVENUS MARCHANDS (gains, etc.)	53 917 \$	61 634 \$	14,3	4,8	1,9	4,5
PLUS paiements de l'État aux familles	7 233 \$	6 684 \$	-7,6	-1,2	-4,8	-3,3
ÉGALE revenu en argent total	61 150 \$	68 318 \$	11,7	4,1	1,1	3,7
MOINS impôt sur le revenu	12 122 \$	13 593 \$	12,1	5,7	-2,6	6,6
ÉGALE revenu après impôt	49 028 \$	54 725 \$	11,6	3,7	2,1	3,0

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada, 2000*

Cela pourrait en surprendre certains, mais selon la tendance à plus long terme, le ratio des paiements de l'impôt sur le revenu, par rapport au revenu en argent total, est demeuré relativement stable (un peu moins de 20 %). Par contre, le pourcentage des paiements de transfert de l'État, par rapport au revenu en argent total, a continué de reculer.

GRAPHIQUE 2
Pourcentage des paiements de transfert de l'État et l'impôt sur le revenu par rapport au revenu en argent total

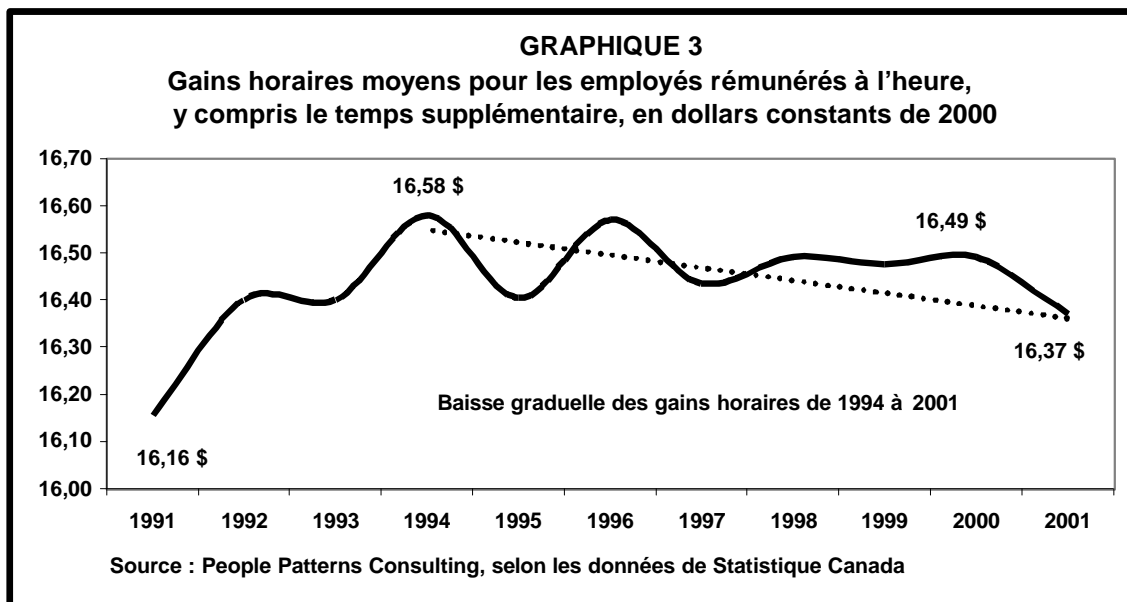


Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada

LA HAUSSE DU REVENU MARCHAND PROVIENT EN GRANDE PARTIE DU NOMBRE PLUS ÉLEVÉ DE REVENUS PAR FAMILLE

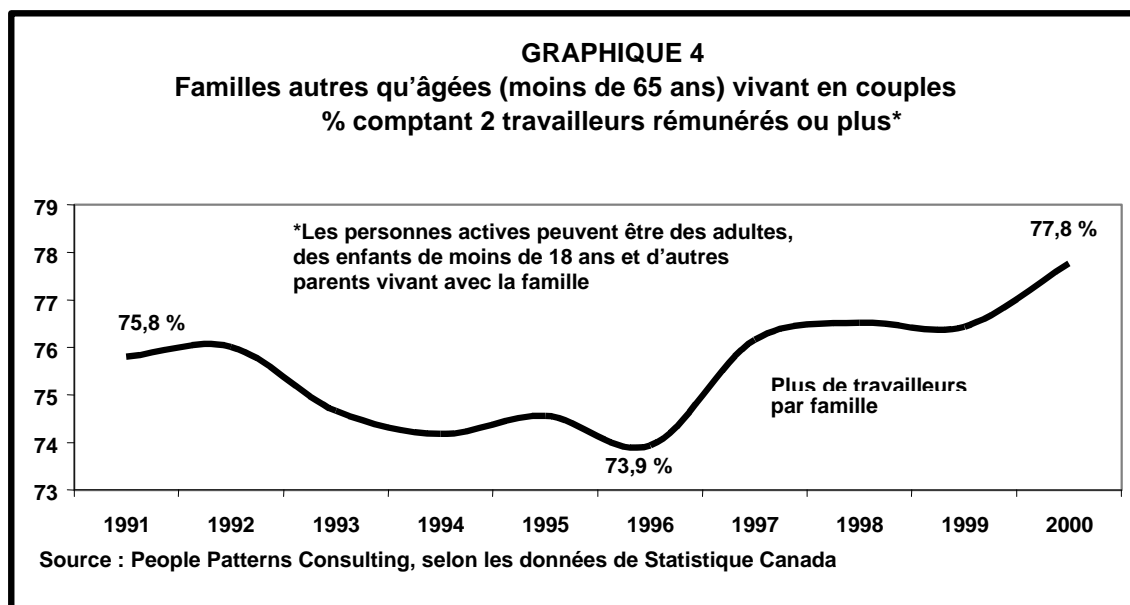
Les familles disposent de plusieurs moyens d'augmenter leur revenu. Les travailleurs peuvent toucher une augmentation, ceux-ci peuvent occuper des postes mieux rémunérés, ils peuvent travailler plus d'heures ou plus de membres de la famille peuvent travailler à l'extérieur du domicile.

En fait, les augmentations de salaire touchées par la plupart des travailleurs n'ont pas été ajustées pour l'inflation. En termes



concrets, les gains horaires moyens connaissent une baisse graduelle depuis environ sept ans, une tendance observée tout au cours de 2002. Pour ce qui en est du pouvoir d'achat, en 2001, le travailleur typique a gagné 0,21 ¢ de moins de l'heure qu'en 1994. Le nombre d'heures travaillées par semaine est demeuré relativement inchangé et se situe à 31,6 heures depuis les trois dernières années.

L'augmentation du revenu familial au cours des cinq dernières années découle principalement du fait que plus de membres de la famille participent au marché du travail rémunéré, lequel est actuellement en croissance. Le pourcentage de familles autres



qu'âgées, où il y a deux revenus ou plus, a grimpé de moins de 74 % en 1996, pour atteindre presque 79 % en 2000.

LES TAUX DE FAIBLE REVENU TOUJOURS EN BAISSSE

En 2000, le pourcentage de ménages à faible revenu (dits pauvres) a reculé pour une quatrième année consécutive. Le taux pour l'ensemble des familles de deux personnes ou plus a atteint 10,7 % en 1996, pour chuter à 7,9 % en 2000. (Voir Annexe B pour plus de détails.) En 2000, le nombre de personnes vivant dans des ménages à faible revenu se situait à 3,3 millions, le même niveau qu'en 1991, mais avait baissé par rapport aux 4,1 millions en 1996. Le nombre d'enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté a diminué pour se situer à 868 000 en 2000.

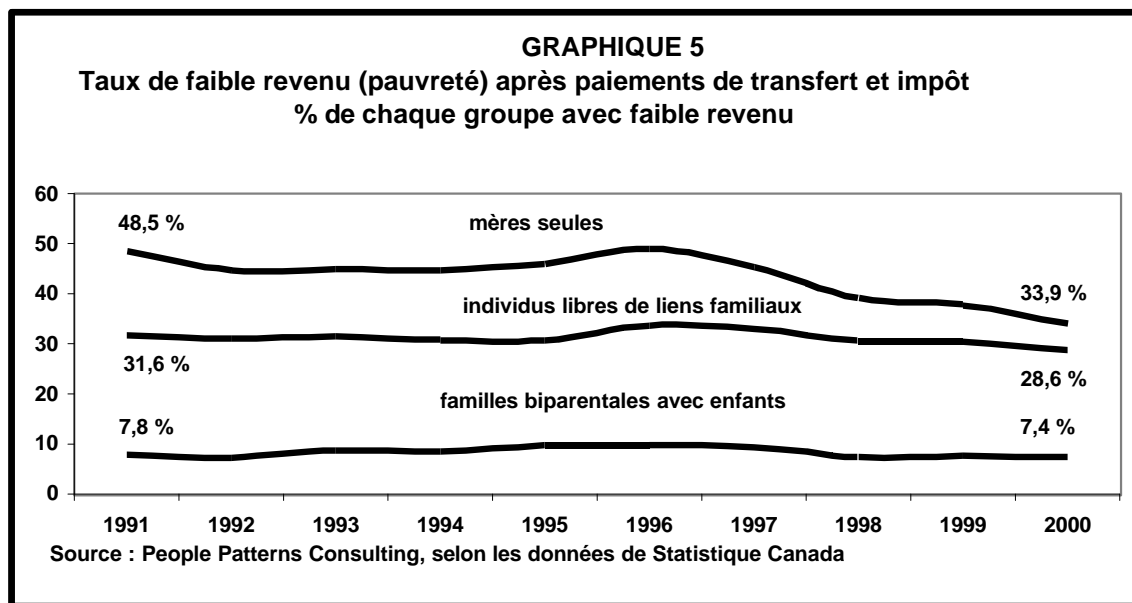
Statistique Canada n'a pas de mesure officielle de pauvreté, mais elle classe une famille ou un ménage comme étant à faible revenu ou "dans une situation difficile" si on consacre 64 % ou plus de son revenu après paiements de transfert et impôt à la nourriture, au logement et aux vêtements. Le ménage moyen consacre environ 44 % de son revenu à ces besoins fondamentaux. Les familles du quintile inférieur consacrent les deux tiers de leurs revenus à ces besoins fondamentaux, tandis que les familles du quintile supérieur en consacrent un tiers.¹ Les dépenses liées au logement n'incluent pas celles liées au fonctionnement du ménage telles les communications, la garde d'enfants, le papier, les savons, les couches jetables, le transport, les coûts directs en santé et plusieurs autres dépenses qui pourraient être considérées comme étant essentielles. Statistique Canada et les provinces sont en train d'élaborer d'autres mesures de faible revenu qui pourraient incorporer une meilleure définition des besoins fondamentaux.

En 2000, le taux de faible revenu s'est amélioré pour la plupart des types de ménage, avec la plus grande amélioration enregistrée chez les groupes suivants :

- les hommes âgés libres de liens familiaux, pour qui le taux a chuté de 4,4 %, pour se situer à 27 %;
- les mères seules, chez qui le taux a reculé de 3,8 %, pour se situer à 33,9 % (plus de détails sur ce groupe plus loin dans le présent document);
- parmi les provinces, la situation s'est améliorée le plus au Québec (-1,3 %), au Manitoba (-1,2 %) et en Colombie-Britannique (-1,1 %).

En 2000, il y avait seulement quelques exceptions notables à ces tendances positives où les taux de faible revenu ont empiré :

- le taux pour les couples avec enfants à revenu unique a augmenté de 1,1 %, pour atteindre 21,4 %;
- le taux chez les femmes autres qu'âgées et libres de liens familiaux a grimpé de 0,6 %, pour atteindre 38,2 %;
- le taux chez les hommes âgés libres de liens familiaux a grimpé de 0,5 %, pour se situer à 16,8 %;
- le taux pour les "autres familles âgées" a connu une hausse de 0,7 %, pour se situer à 9,1 %; et
- la situation s'est un peu détériorée en Saskatchewan (+0,3 %, pour atteindre 9,3 %).

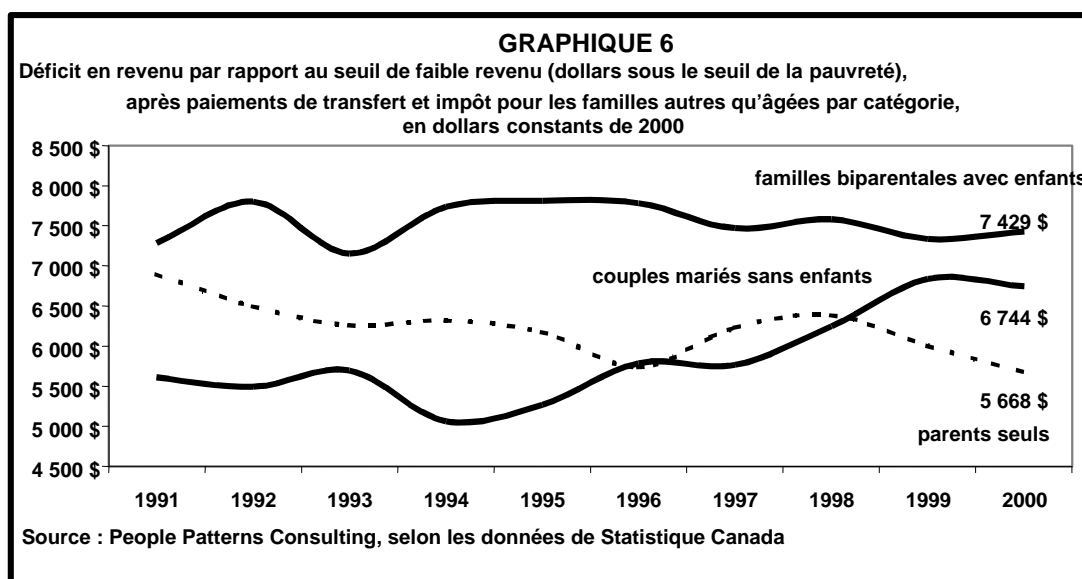


À plus long terme, les taux de faible revenu se sont améliorés pour la plupart des types de famille. Les mères seules ont enregistré la plus grande amélioration (une baisse de 14,6 %, pour se situer à 33,9 %), tandis que la situation s'est le plus détériorée chez les "autres familles âgées", pour qui le taux a presque doublé pour atteindre 9,1 % au cours de la période

couvrant 1992 à 2000. Les “ autres familles âgées ” peuvent inclure des parents célibataires vivant ensemble. La situation des familles à revenu unique avec enfants s’est aussi détériorée, le taux ayant connu une hausse, pour atteindre 21,4 % en 2000 par rapport à 17,9 % en 1991.

LE DÉFICIT EN REVENU LE PLUS MARQUÉ CHEZ LES FAMILLES BIPARENTALES PAUVRES AVEC ENFANTS

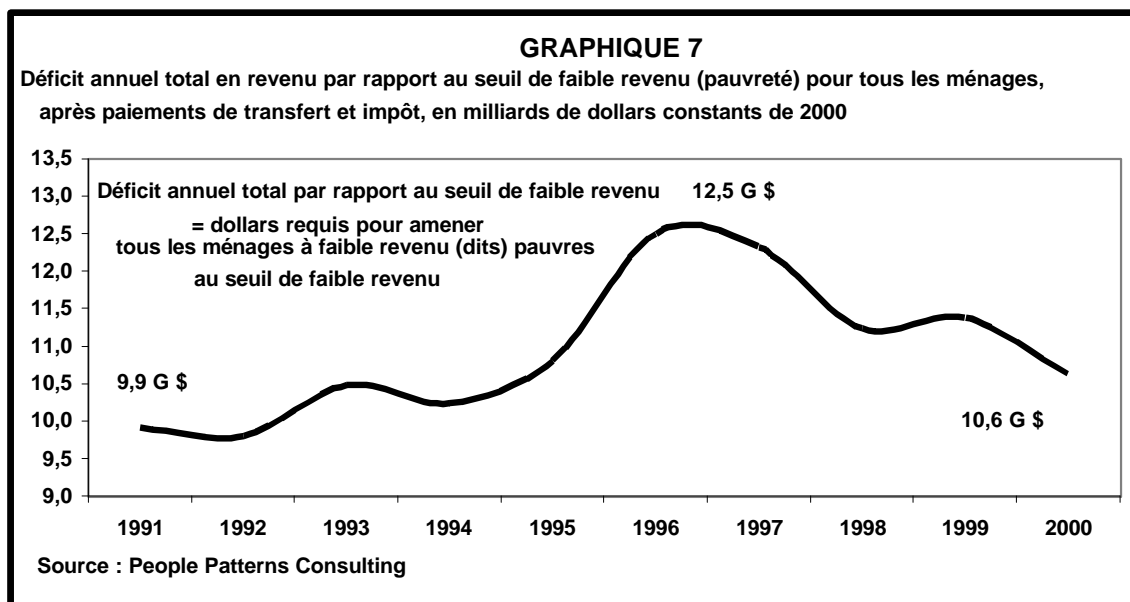
Statistique Canada fait aussi le calcul du montant du déficit en revenu d’une famille à faible revenu par rapport au seuil de faible revenu applicable. Le déficit chez les familles biparentales avec enfants se situe à environ 7 500 \$ et a plus ou moins stagné à ce niveau au cours de la dernière décennie. Chez les couples mariés sans enfants, le déficit en revenu a grimpé un peu entre 1994 et 1999, puis a légèrement diminué pour atteindre 6 744 \$ en 2000. En d’autres mots, en 2000, le déficit en revenu de ces familles avait enregistré une hausse d’environ 20 % par rapport à celui de 1991. Par contre, chez les parents seuls, le déficit en revenu a chuté pour se situer à 5 668 \$ en 2000, par rapport à environ 6 900 \$ en 1991, ce qui représente une réduction de 18 % au cours de cette période.



LE BUDGET ANNUEL REQUIS POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ AU CANADA SE SITUE ACTUELLEMENT À 10,6 MILLIARDS DE DOLLARS

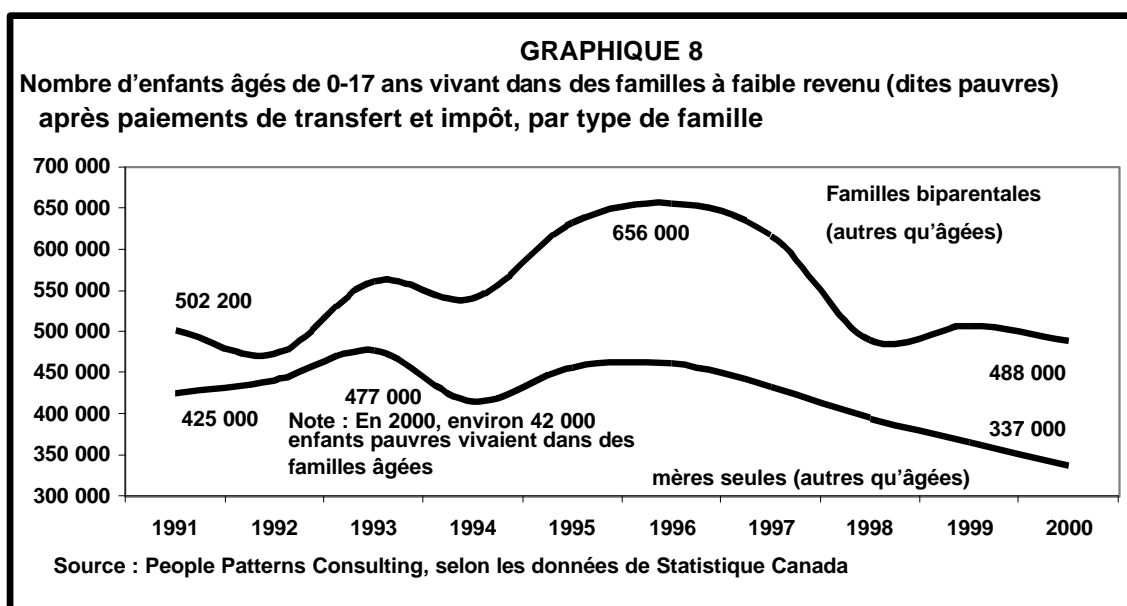
En termes très généraux, le déficit annuel total chez les familles à faible revenu (dites pauvres) pour l’ensemble des ménages se situe actuellement à environ 10,6 milliards de dollars. En 1991, le déficit était de 9,9 milliards de dollars et en 1996, celui-ci était de 12,5 milliards de dollars. Le déficit représente le montant qui serait requis pour augmenter le revenu de l’ensemble des ménages à faible revenu (dits pauvres) par catégorie, afin d’atteindre les seuils de faible revenu applicables. Cette estimation exclut tous les frais administratifs qui en découleraient.

On fait le calcul du déficit total en multipliant le nombre de ménages à faible revenu par catégorie, par le déficit moyen pour chaque type de ménage à faible revenu.

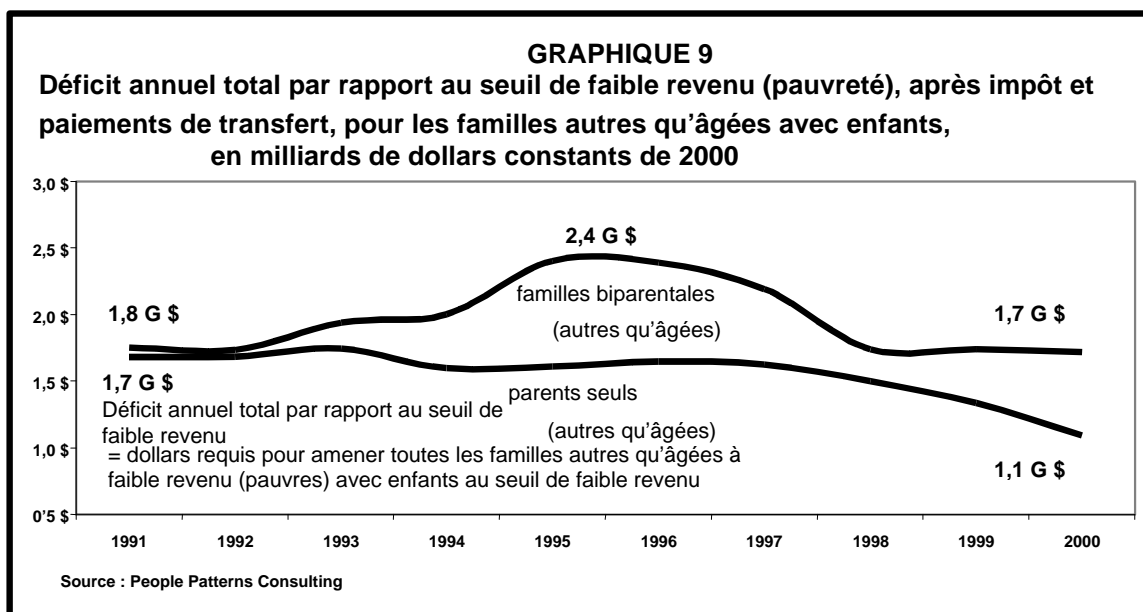


LE BUDGET ANNUEL REQUIS POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS SE SITUE ACTUELLEMENT À 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS

En 1989, le Gouvernement du Canada s'est engagé à éliminer la pauvreté chez les enfants avant 2000. Comme on l'a vu plus haut, il y a des progrès qui se font en ce sens. Ceci est attribuable à l'amélioration des conditions du marché de l'emploi et aux modifications apportées aux programmes sociaux. Il faut et il faudrait consacrer encore plus d'efforts pour éradiquer la pauvreté chez les enfants. Environ 868 000 enfants canadiens vivent toujours dans la pauvreté. Environ 488 000 d'entre eux vivent dans des familles biparentales autres qu'âgées, 337 000 vivent dans des familles monoparentales autres qu'âgées et 42 000 vivent dans des familles âgées.



Le déficit annuel total de l'ensemble des familles à faible revenu autres qu'âgées avec enfants se situe actuellement à environ 2,8 milliards de dollars. En 1991, ce déficit se chiffrait à 3,4 milliards de dollars et en 1995 et encore en 1996, il atteignait les quatre milliards de dollars. Parmi les familles avec enfants, le problème, pris dans son ensemble, a diminué chez les parents seuls, tandis que chez les familles biparentales, la situation demeure généralement identique à celle de 1991. Le déficit total en revenu chez les familles âgées à faible revenu avec enfants ne fait pas partie de ce calcul.

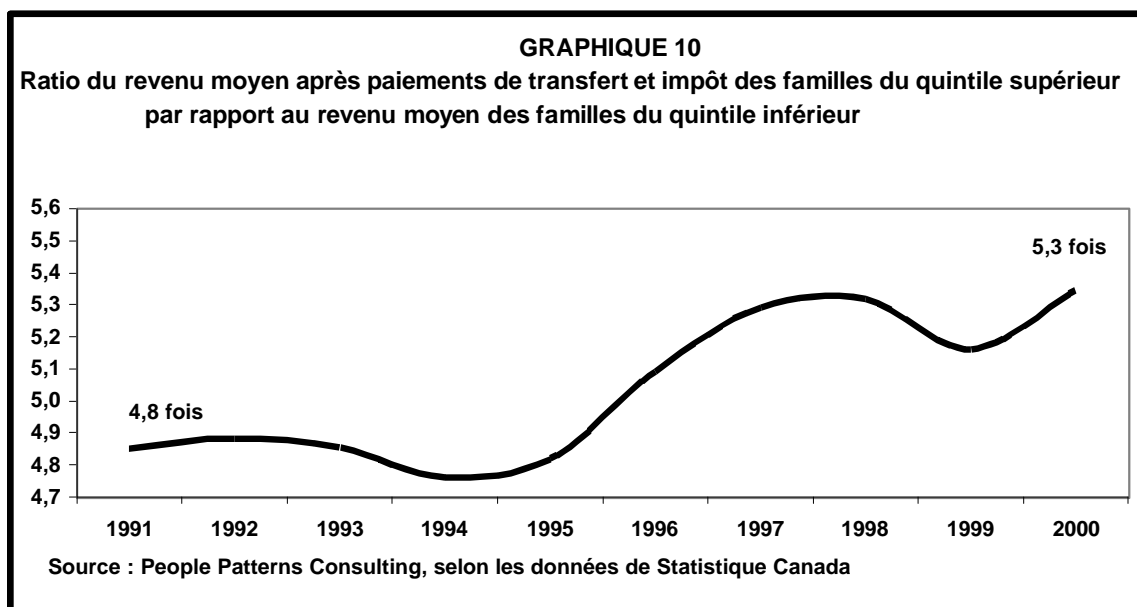


Que représente la somme de 2,8 milliards de dollars au juste? En 2000, cette somme représentait 0,3 % de la production totale de l'économie, 0,5% de toutes les dépenses de consommation, 1,5 % de toutes les dépenses publiques actuelles et 2,1 % des bénéfices des entreprises avant impôt.

L'INÉGALITÉ DES REVENUS A ÉTÉ PLUS MARQUÉE AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE

Selon plusieurs mesures fiables, il semble que la répartition du revenu familial soit devenue moins équitable au cours de la dernière décennie.

- Chez les familles du quintile supérieur, la portion de l'ensemble du " camembert du revenu familial après impôt et paiements de transfert " a augmenté de 37,2 % en 1991, pour atteindre 38,8 % en 2000. Par opposition, la portion des familles faisant partie des catégories de revenu intermédiaire, moyen et intermédiaire-tranche supérieure a reculé au cours de la même période.
- En 1991, le ratio du revenu après impôt et paiements de transfert des familles du quintile supérieur par rapport à celui des familles du quintile inférieur se chiffrait à 4,8, mais en 2000, il se situait à 5,3.
- Selon le coefficient Gini, une mesure plus technique de l'inégalité en matière de revenu, l'inégalité a aussi été plus marquée au cours de la dernière décennie.²



LES CONTRIBUABLES ET NOS GOUVERNEMENTS JOUENT UN RÔLE CLÉ DANS LA REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE

L'inégalité continue de s'accroître; cependant, il y a toujours des transferts significatifs de revenus provenant des familles des trois quintiles supérieurs vers les familles des deux quintiles inférieurs. Ceci se fait par le biais du système fiscal et des paiements de transfert publics.

- En 2000, les familles du quintile inférieur ont reçu en moyenne 10 319 \$ provenant de diverses formes de paiements de transfert publics, tandis que ces familles ont versé en moyenne 2 220 \$ d'impôt sur le revenu. Par conséquent, le gain net de ce groupe était de 8 099 \$, ce qui représentait 40,8 % de son revenu moyen après paiements de transfert et impôt. En 1991, le gain net était plus important et presque équivalent à environ 52 % de l'ensemble des revenus. Il est intéressant de noter que les paiements d'impôt en 2000 pour les familles du quintile inférieur a doublé par rapport aux niveaux de 1991 et a connu une hausse bien plus rapide que ne fut le cas pour les familles des quatre autres catégories de revenu.
- En 2000, les familles du quintile moyen-inférieur ont eu un gain net de 3 861 \$, ce qui représentait 11% de leur revenu après paiements de transfert et impôt. Ce gain net était moins important que celui de 1991, en termes de dollars et de pourcentage du revenu.
- Les familles des trois autres catégories de revenu ont toutes fait des contributions nettes. En d'autres mots, leurs paiements de l'impôt sur le revenu étaient plus élevés que leurs reçus de transfert. Pour chacune des catégories, la contribution nette était plus élevée en 2000 qu'en 1991, à la fois en termes de dollars et de pourcentage du revenu.
- En 2000, les familles du quintile supérieur ont fait la contribution nette la plus élevée. Ces familles ont reçu des paiements de transfert de 3 894 \$ et ont versé 34 708 \$ en impôt, ce qui donne une contribution nette de 30 814 \$. Cette contribution nette était équivalente à 29% du revenu après paiements de transfert et impôt et est comparable au 28 % de 1991. On ne devrait pas être surpris par cette contribution plus élevée car, tel que mentionné plus haut, c'était le seul groupe qui avait un plus gros " camembert du revenu familial " au cours de la période couvrant 1991 à 2000.

TABLEAU 2 Bénéficiaires nets et contribuables nets en matière de répartition du revenu par catégorie de revenu

	Familles du quintile inférieur	Familles du quintile moyen-inférieur	Familles du quintile médian	Familles du quintile moyen supérieur	Familles du quintile supérieur
2000					
Paiements de transfert publics reçus*	10 319 \$	8 603 \$	6 076 \$	4 523 \$	3 894 \$
Impôt sur le revenu versé	2 220 \$	5 147 \$	10 141 \$	15 753 \$	34 708 \$
Gain net ou contribution nette	+8 099 \$	+3 861 \$	-4 095 \$	-11 230 \$	-30 814 \$
Gain net (+) ou contribution nette (-) en % du revenu après paiements de transfert et impôt	+40,8	+11,0	-8,4	-17,5	-29,0
1991					
Paiements de transfert publics reçus*	10 645 \$	8 869 \$	6 753 \$	5 159 \$	4 740 \$
Impôt sur le revenu versé	906 \$	4 815 \$	9 505 \$	15 097 \$	30 295 \$
Gain net ou contribution nette	+ 9 739 \$	+4 054 \$	-2 752 \$	-9 938 \$	-25 555 \$
Gain net (+) ou contribution nette (-) en % du revenu après paiements de transfert et impôt	+51,8	+12,4	-6,2	-17,1	-28,0
* Les transferts publics aux familles incluent tout paiement direct versé par les gouvernements fédéral, provincial et municipal, dont l'aide sociale, l'assurance-emploi, les indemnités d'accident de travail, les prestations fiscales pour enfants, le RPC/RRQ, les suppléments de revenu garanti.					
Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, <i>Le revenu au Canada</i>					

LES DÉPENSES ANNUELLES ONT AUGMENTÉ DE MANIÈRE CONTINUE DEPUIS UNE DÉCENNIE

Tout au cours de la dernière décennie, les dépenses totales par ménage canadien ont augmenté chaque année et en 2001, ce fut encore le cas lorsque celles-ci ont enregistré une hausse de 1,3 %. En 2001, les dépenses étaient à la hausse dans sept des huit catégories qui se trouvent au tableau qui suit. Selon les estimations trimestrielles, il semble que cette tendance à la hausse s'est maintenue au début de 2002.

En 2001, les dépenses liées aux loisirs, au divertissement, à l'éducation et aux biens et services de nature culturelle ont encore connu une forte hausse de 3,1 %. Il est étonnant que les dépenses dans cette catégorie aient enregistré une augmentation de plus de 50 % au cours de la période couvrant 1991 à 2001, soit trois fois le taux de croissance de l'ensemble des dépenses. Ce phénomène est attribuable en grande partie au fait que plusieurs éléments dans cette catégorie sont axés sur des ménages à revenu supérieur et ce sont justement ces ménages qui ont accumulé le plus de gains en termes de revenu au cours de la dernière décennie. En 2000, les familles du quintile inférieur ont consacré environ 616 \$ par personne aux loisirs, tandis que les familles du quintile supérieur y ont consacré 1 820 \$, soit trois fois plus. Les ménages les plus riches ont consacré 2,4 fois plus par personne à l'éducation et 1,8 fois en dépenses en lecture que leurs homologues du quintile inférieur.³ En 1999, les familles les plus riches ont consacré 26 fois plus par personne à l'achat de véhicules à but uniquement récréatif que ne fut le cas chez les familles les plus pauvres.⁴

Les dépenses liées à la nourriture, aux boissons et aux produits du tabac ont reculé de 0,4 % en 2001, ce qui ne représentait qu'une hausse de 1,1 % par ménage tout au cours de la décennie. L'écart qui existe en matière de revenu se fait voir dans les dépenses liées à la nourriture. En 2001, les ménages du quintile inférieur ont alloué 2 690 \$ à la nourriture par personne, par rapport à 5 160 \$ par personne pour les ménages du quintile supérieur.⁵

TABLEAU 3 – Dépenses moyennes par ménage						
Les ménages comprennent les familles et les individus libres de liens familiaux						
(les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des dépenses)						
	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	Dépenses en dollars de 2000		% du changement pendant certaines périodes			
	1991	2001	01/91	99/98	00/99	01/00
DÉPENSES TOTALES	41 543 \$	48 272 \$	16,2	2,6	2,4	1,3
Principales catégories (excluant les articles résiduels)						
Nourriture, boissons et produits du tabac	6 109 \$	6 178 \$	1,1	0,7	1,0	-0,4
Vêtements et chaussures	2 076 \$	2 333 \$	12,4	1,9	3,7	2,6
Loyer brut, combustible et électricité	10 072 \$	11 012 \$	9,3	1,4	1,4	0,7
Mobilier, articles d'ameublement, équipement et fonctionnement	3 439 \$	4 014 \$	16,7	2,5	3,5	2,6
Soins médicaux et services de santé	1 737 \$	2 284 \$	31,5	2,7	2,1	2,2
Transport et communications	6 541 \$	8 074 \$	23,4	4,6	2,4	0,7
Loisir, divertissement, éduc., culture	3 718 \$	5 596 \$	50,5	5,8	4,6	3,1
Toute autre dépense	7 851 \$	8 781 \$	11,9	2,3	2,7	1,2

Source : People Patterns Consulting, fondé sur *Comptes économiques et financiers nationaux*, Statistique Canada.

LES DÉPENSES DES MÉNAGES SELON LES SEXES ET AUTRES DÉTAILS PARTICULIERS EN MATIÈRE DE DÉPENSES

Certaines tendances en matière de dépenses semblent varier selon le sexe plutôt que selon le revenu. En voici quelques-unes :

- En 2000, les pères seuls ayant des dépenses de transport y ont consacré 8 067 \$ ou 1,7 fois plus que les mères seules. Environ 85 % des pères seuls étaient propriétaires d'un véhicule, tandis que seulement 65 % des mères seules en possédaient un.

- En 2000, les pères seuls ont consacré 3 872 \$ aux loisirs, soit 1,7 plus que leurs homologues féminins.
- Les hommes âgés vivant seuls ont consacré 3 114 \$ au transport, soit 1,9 fois plus que les femmes âgées vivant seules.
- En 2000, les femmes âgées vivant seules ont consacré 1 236 \$ aux vêtements et aux soins personnels, c'est-à-dire 1,7 fois plus que leurs homologues masculins.
- Les femmes âgées vivant seules ont dépensé seulement le tiers de ce que les hommes ont consacré aux produits du tabac et à l'alcool, et les deux tiers de ce que les hommes ont consacré aux jeux de hasard.
- Les hommes vivant seuls qui travaillaient à temps plein ont alloué 40 % de leur budget alimentaire aux restaurants, ce qui représente presque le double de la portion pour l'ensemble des ménages.

Parmi d'autres détails particuliers à noter en matière de dépenses, on signale les suivants :

- En 2000, 53 % des ménages ayant à verser des primes d'assurance santé ont dû payer des montants de 790 \$, ce qui représentait une hausse de 12 %.
- En 2000, 22 % des ménages déclarant avoir des dépenses de transport aérien ont dû déboursier 1 604 \$, ce qui correspondait à une hausse de 15 %.
- En 2000, les couples mariés âgés ont alloué environ 6 % de leurs dépenses aux dons en argent et aux œuvres de charité, tandis que pour l'ensemble des ménages, ce montant était de seulement 2 %.

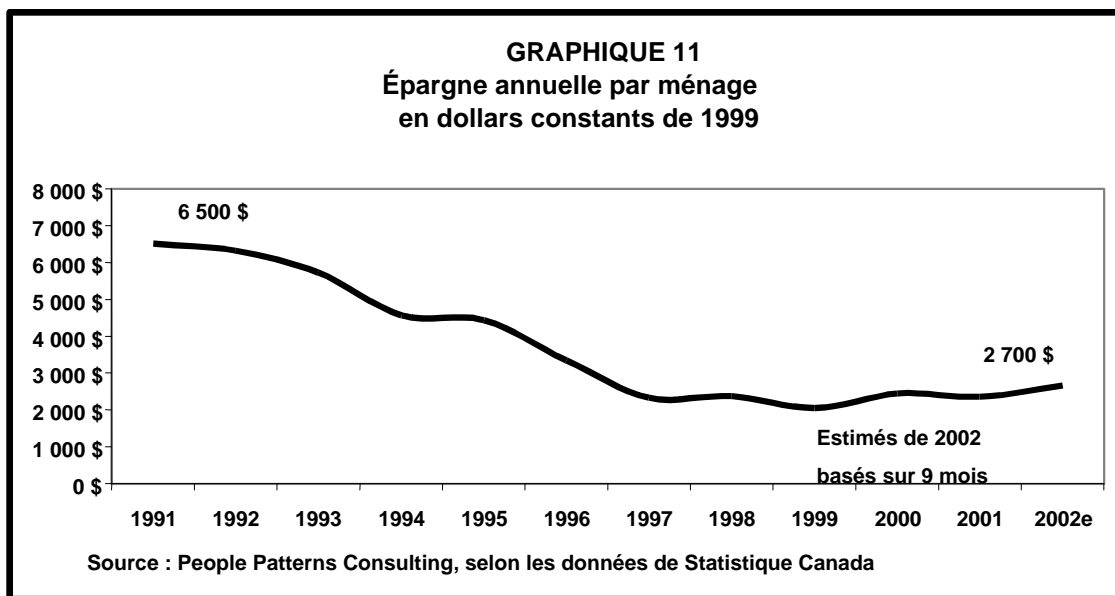
L'ÉPARGNE ANNUELLE TOUJOURS FAIBLE ET INCHANGÉE

Au cours de la dernière décennie, tout comme au cours des dernières années, les dépenses sont devenues plus importantes que le revenu. Par conséquent, les Canadiens ont dû réduire leur épargne et emprunter plus d'argent.

Au début des années 1990, les ménages réussissaient à réaliser une épargne de 6 500 \$ par année en moyenne. En 1999, le niveau d'épargne a chuté pour se situer à seulement 2 000 \$ par année et, en 2002, selon les estimations, ce montant devrait se chiffrer à 2 700 \$.

Selon un autre indicateur, il semble que les ménages canadiens ont de la difficulté à réaliser de l'épargne. En 2000 et encore en 2001, seulement 34 % de l'ensemble des déclarants étant admissibles aux contributions aux REERs (Régime enregistré d'épargne-retraite) ont pu en profiter. L'autre 66 % des déclarants n'y ont pas contribué. En 1991, les contributions totales se chiffraient à 29 % de la marge disponible aux déclarants, mais en 2001, ces mêmes contributions étaient de seulement 9 % de la marge disponible. Ceci fut le cas en dépit du fait que les REERs sont généralement considérés comme étant le meilleur investissement à court et à long terme que les familles puissent faire. Parmi ceux et celles qui ont contribué, la contribution médiane (la moitié des déclarants admissibles ayant contribué plus et l'autre moitié ayant contribué moins) était de seulement 2 600 \$.

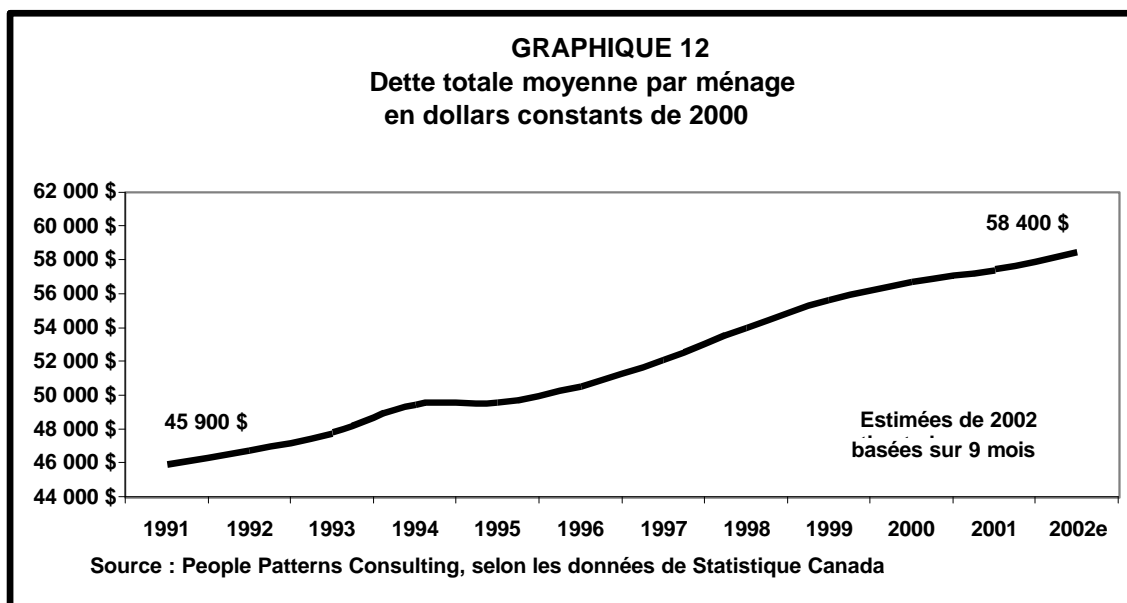
En 2000, les groupes du quintile inférieur, du quintile moyen-inférieur et du quintile médian ont tous connu des changements négatifs sur leurs flux monétaires nets (ils ont dû avoir recours à leurs actifs). Par contre, les ménages du quintile moyen supérieur et du quintile supérieur ont accumulé une épargne nette significative.⁶



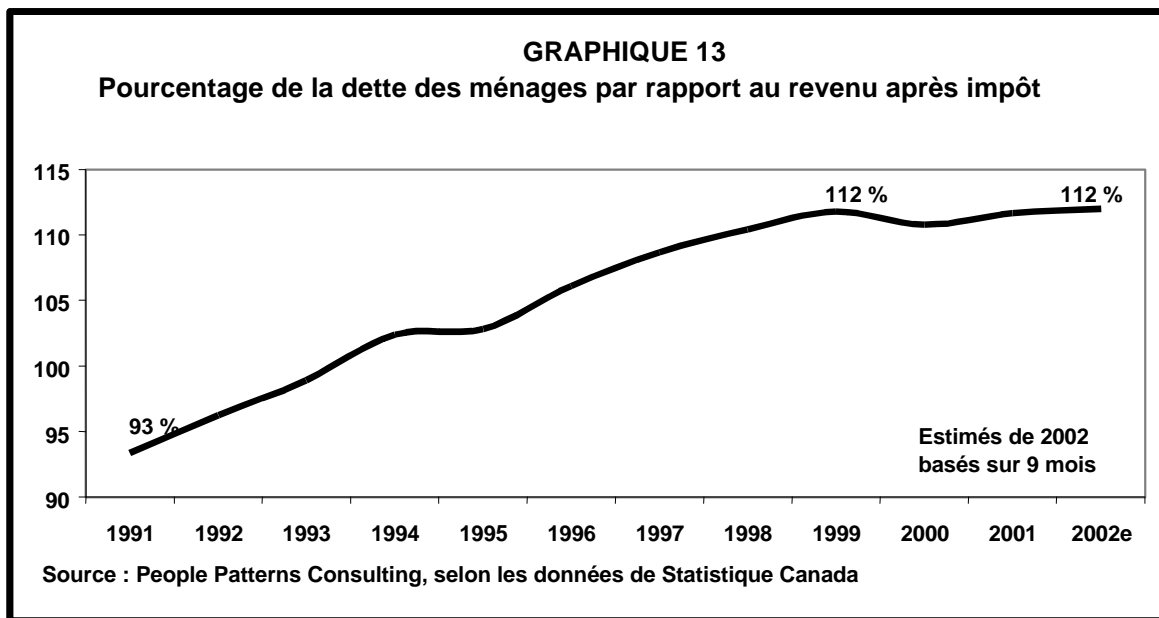
LES MÉNAGES SONT PLUS PRUDENTS EN CE QUI A TRAIT À L'ENDETTEMENT

Les ménages canadiens empruntent plus, mais la croissance annuelle de la dette par ménage ralentit depuis les trois dernières années. Les ménages devaient 57 400 \$ en moyenne en 2001, et il semble que ce montant a augmenté d'environ 1 000 \$ en 2002.

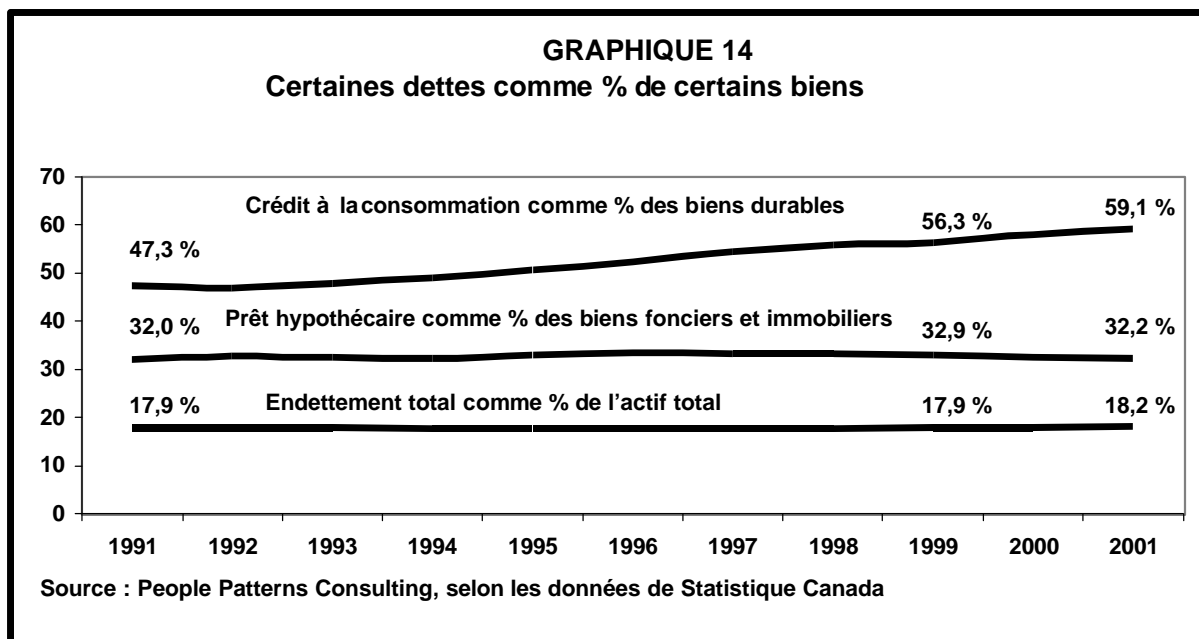
Au cours de la période couvrant 1991 à 2001, l'augmentation la plus rapide (+39 %) concernait les " autres dettes " (principalement les marges de crédit), le crédit à la consommation (+35 %) et l'hypothèque (+19 %).



Suite à de fortes hausses pendant une grande partie des années 1990, le ratio de l'endettement total par rapport au revenu annuel après paiements de transfert et impôt est demeuré à près de 112 % au cours de la période couvrant 1999 à 2002.



La nouvelle prudence des ménages est évidente dans deux autres mesures. Le ratio de l'hypothèque par rapport à la valeur des biens fonciers et immobiliers a légèrement diminué de 1999 à 2001 et le ratio de l'endettement total par rapport à l'actif total a très peu augmenté. Le seul ratio où il y a eu une hausse significative fut le ratio du crédit à la consommation comme pourcentage des biens durables qui a grimpé de 56 % en 1999 à 59 % en 2001.



LA VALEUR NETTE EN BAISSÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1991

La hausse progressive de la valeur nette des ménages canadiens pendant dix années consécutives s'est terminée en 2001 avec une diminution de 625 \$, soit 0,2 % par rapport à l'année précédente. Selon les indices, une diminution additionnelle est prévue pour 2002.

Le petit recul de la valeur nette a découlé du déclin de la valeur des actifs financiers des Obligations d'épargne du Canada (-2,5 %) et des régimes d'assurance-vie et d'épargne de retraite privés (-2,1 %). La valeur des actions a encore connu une hausse en 2001, en dépit du fait que les valeurs des titres sur les marchés boursiers majeurs nord-américains aient baissé.

En 2001, la valeur des actifs réels a enregistré une autre hausse, avec des progrès similaires (d'environ 1,5 %) dans chacune des trois catégories d'actifs réels.

TABLEAU 4 - Principaux éléments de la valeur nette moyenne par ménage

(les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des indicateurs)

	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	en \$ de 2000		% de changement pendant certaines périodes			
	1991	2001	01/91	99/98	00/99	01/00
PLUS actif total	255 899 \$	315 996 \$	23,5	2,6	1,4	0,0
Actifs financiers	137 353 \$	178 942 \$	30,3	2,5	1,4	-1,0
actions	25 209 \$	50 833 \$	101,6	4,4	2,5	3,9
assurance-vie/ pensions	46 865 \$	72 330 \$	54,3	1,6	5,2	-2,1
OÉC	3 879 \$	1 800 \$	-53,6	-5,6	-10,5	-12,5
Actifs réels (non financiers)	118 545 \$	137 054 \$	15,6	2,6	1,4	1,4
biens fonciers et immobiliers	94 320 \$	111 559 \$	18,3	2,2	1,6	1,6
biens durables	21 856 \$	23 640 \$	8,2	3,8	0,9	1,4
tout autre actif	2 369 \$	1 855 \$	--21,7	10,5	-5,8	-8,6
MOINS dette totale	45 870 \$	57 389 \$	25,1	3,1	1,9	1,3
crédit à la consommation	10 333 \$	13 962 \$	35,1	4,8	4,0	3,2
hypothèques	30 160 \$	35 960 \$	19,2	1,5	0,5	0,7
" autres dettes "	5 377 \$	7 467 \$	38,9	8,6	5,0	0,3
ÉGALE valeur nette	210 029 \$	258 607 \$	23,1	2,5	1,3	-0,2

Source : People Patterns Consulting, fondé sur *Les comptes du bilan national*, Statistique Canada

UN APERÇU DE L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÈRES SEULES

Selon plusieurs indicateurs, les mères seules semblent vivre dans de meilleures conditions financières. On peut constater cette amélioration en notant ce qui suit :

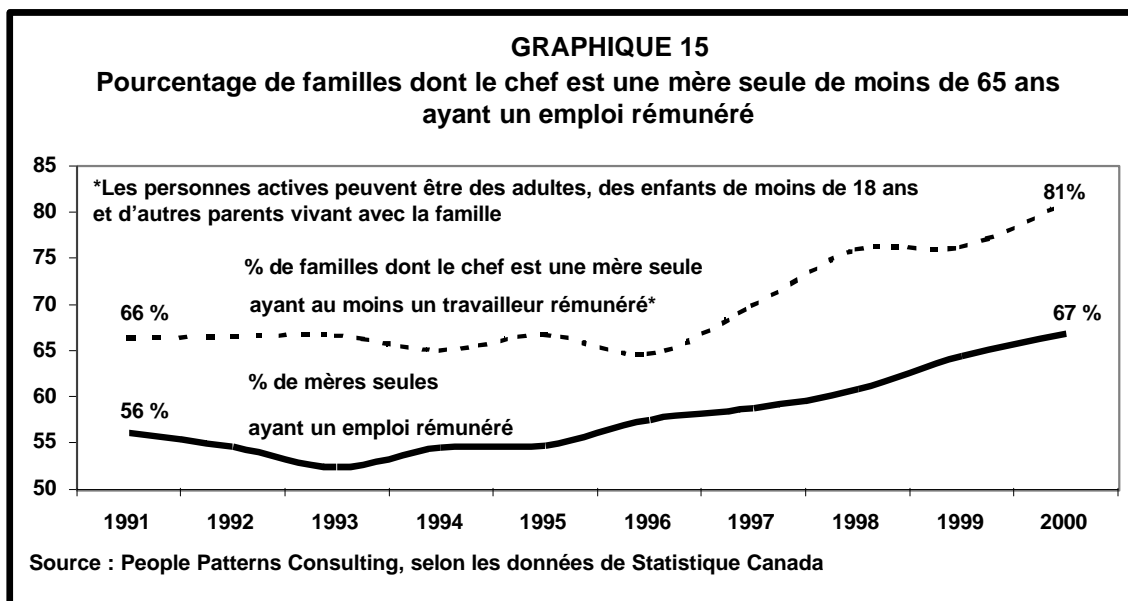
- les mères seules ont eu les meilleurs gains en revenu après impôt à court et à long terme;
- les mères seules ont enregistré la chute la plus dramatique du taux de faible revenu (pauvreté) au cours de la dernière décennie (de 48,5 % en 1991 à 33,9 % en 2000);
- le déficit en revenu (dollars requis pour se hisser au seuil de faible revenu) chez les familles à faible revenu (dites pauvres) a reculé de 18 %, soit de 6 916 \$ en 1991, à 5 694 \$ en 2000;
- et, les parents seuls en tant que groupe ont vu leur valeur nette presque doubler entre 1984 et 1999, même si leur valeur nette était encore très faible en 1999.⁷

Pourquoi est-ce le cas? Les nouvelles sont-elles vraiment bonnes sur tous les plans?

Il semble que la plupart des gains proviennent d'une plus grande participation au marché de l'emploi de la part des mères seules et des membres de leurs familles. On trouve des indices à cet effet dans deux enquêtes distinctes de Statistique Canada.

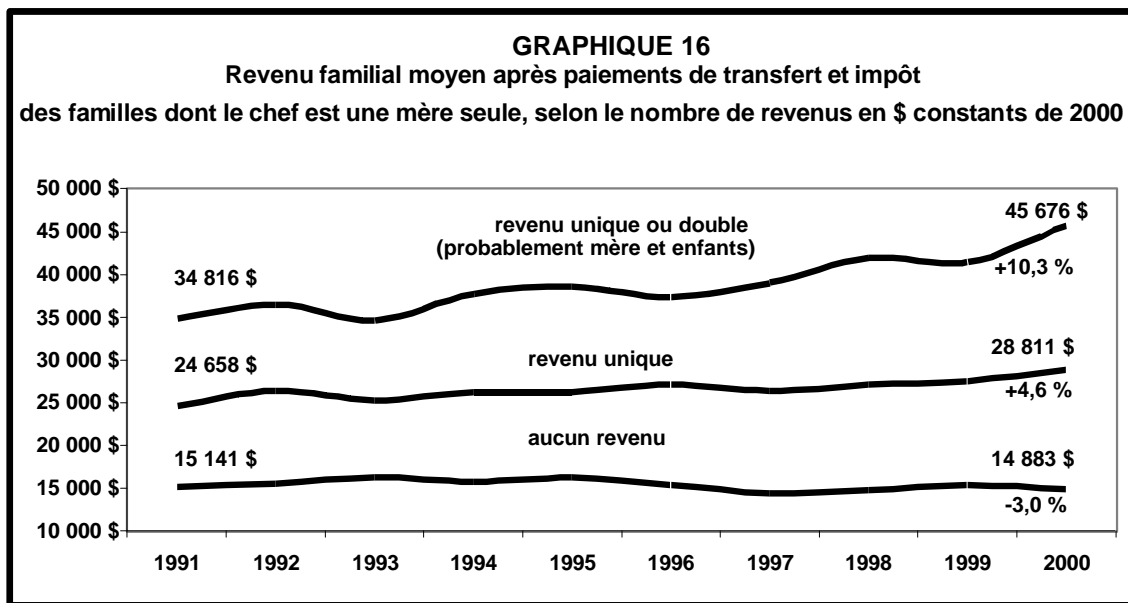
Selon l'enquête *Le revenu au Canada*, environ 81 % des mères seules ont le soutien d'au moins un travailleur salarié qui est membre de la famille, ce qui représente une forte hausse du ratio qui se situait à 66 % en 1991. L'*Enquête sur la population active* démontre qu'en 2000, environ 67 % des mères seules occupaient des postes rémunérés... ce qui représente aussi une forte hausse par rapport à 1991. L'écart de plus en plus marqué qui existe entre ces deux mesures suggère qu'une plus grande proportion d'enfants de moins de 18 ans et d'autres parents vivant avec des parents seuls occupent des emplois rémunérés. Ceci peut aussi refléter le fait que plus de jeunes adultes ont tendance à vivre à la maison. Selon les chiffres du dernier Recensement pour 2001, environ 41 % de l'ensemble des jeunes adultes âgés de 20 à 29 ans vivaient toujours avec leurs parents, par rapport à 33 % en 1991. Les salaires de ces jeunes adultes sont inclus dans le calcul du revenu familial des parents seuls.

En réalité, les familles monoparentales dont le chef est la mère et où il n'y a aucun travailleur rémunéré présent ont vu leur revenu baisser (-3 %) au cours de la dernière décennie. Le revenu moyen des familles à revenu unique a seulement augmenté de 4,6 % au cours de la même période. Les familles à revenu double et plus sont les seules à voir enregistré des gains à deux



chiffres. Par conséquent, pour l'ensemble de ce groupe, la plus grande proportion (environ 40 %) de la forte hausse du revenu familial est attribuable à la tendance à devenir des familles à revenu unique ou double et plus.

Parmi les autres facteurs positifs, on observe des niveaux de scolarité de plus en plus élevés chez les mères seules, un vieillissement graduel des mères seules (d'un âge moyen de 41 ans en 1992, à 47 ans en 2000) et une tendance à occuper des postes " standard " mieux rémunérés⁸. Cette plus grande participation au marché de l'emploi rémunéré pourrait aussi être attribuable au fait qu'en 1999, les mères seules avaient le ratio d'endettement le plus élevé par rapport aux actifs⁹ parmi toutes les catégories de famille.



De plus, il semble que pour l'ensemble des familles dont le chef est une mère seule, l'amélioration après impôt ne provient pas de transferts publics plus élevés. En fait, ces transferts ont chuté d'environ 8 400 \$ en 1991, pour se situer à près de 8000 \$ en 2000. Les paiements de l'impôt sur le revenu moyens de la part des mères seules a aussi augmenté d'environ 2 800 \$ en 1991, à près de 3 300 \$ en 2000. Par conséquent, la plupart des gains sont attribuables à un revenu marchand plus élevé.

Une participation plus marquée au marché de l'emploi cause plus de stress. Selon l'*Enquête sociale générale* de Statistique Canada, le pourcentage de mères seules souffrant de " stress grave " a grimpé de 1 sur 4 en 1992, à 1 sur 3 en 1998. (Pour plus de détails sur la participation de la population active répartie selon le type de famille, voir l'étude récente de l'Institut Vanier de la famille intitulée *Connexions – Cerner les liens entre la famille et le travail.*)

**ANNEXE A Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux
et le déficit en revenu
par rapport au seuil de faible revenu, après paiements de transfert et impôt**

(les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des revenus)

	<i>Perspective à long terme</i>		<i>Perspective à court terme (3 ans)</i>			
	Revenu en \$ de 2000		% du changement pendant certaines périodes			
	1991	2000	00/91	98/97	99/98	00/99
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	49 028 \$	54 725 \$	11,6	3,7	2,1	3,0
Familles âgées de 2 personnes ou plus (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	35 643 \$	38 010 \$	6,6	1,4	4,7	-1,7
Autres familles âgées	49 070 \$	43 462 \$	-11,4	1,5	1,0	1,0
Familles autres qu'âgées de 2 personnes ou plus (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	47 900 \$	52 163 \$	8,9	2,6	-1,1	1,4
revenu unique	37 364 \$	41 617 \$	11,4	3,2	2,1	-1,9
double revenu	53 938 \$	58 406 \$	8,3	3,4	-1,6	0,6
Couples mariés avec enfants	53 458 \$	61 068 \$	14,2	4,2	2,3	3,4
revenu unique	39 207 \$	43 542 \$	11,1	11,2	0,2	-0,5
double revenu	53 914 \$	61 589 \$	14,2	3,2	1,3	3,5
Mères seules	22 998 \$	29 081 \$	26,5	7,7	2,4	8,4
Pères seuls	33 547 \$	39 983 \$	19,2	7,7	-3,9	7,4
Toutes les familles de 2 personnes ou plus, par catégorie de revenu						
Familles du quintile inférieur	18 803 \$	19 844 \$	5,5	3,9	3,	1,0
Familles du quintile médian-inférieur	32 734 \$	35 159 \$	7,4	3,1	3,6	1,7
Familles du quintile médian	44 419 \$	48 211 \$	8,5	3,1	2,3	2,0
Familles du quintile médian-supérieur	58 001 \$	64 354 \$	11,0	3,3	2,5	2,4
Familles du quintile supérieur	91 191 \$	106 083 \$	16,3	4,4	0,8	4,6
Toutes les familles de 2 personnes ou plus, selon la province						
Terre-Neuve	39 984 \$	42 150 \$	5,4	2,0	4,8	0,8
Île-du-Prince-Édouard	42 007 \$	45 181 \$	7,6	3,6	0,1	0,9
Nouvelle-Écosse	42 526 \$	46 861 \$	10,2	3,0	3,9	3,6
Nouveau-Brunswick	42 211 \$	45 974 \$	8,9	2,3	3,8	2,1
Québec	44 240 \$	47 592 \$	7,6	2,7	2,0	3,3
Ontario	53 769 \$	62 062 \$	15,4	4,7	3,4	3,1
Manitoba	43 374 \$	48 294 \$	11,3	5,2	-0,8	1,8
Saskatchewan	42 632 \$	47 741 \$	12,0	2,0	2,5	2,6
Alberta	51 606 \$	57 737 \$	11,9	4,2	-1,6	5,7
Colombie-Britannique	51 374 \$	53 602 \$	4,3	2,2	0,4	0,0
Individus libres de liens familiaux (vivant seuls ou avec quelqu'un qui n'est pas un parent)						
Total	21 213 \$	22 955 \$	8,2	2,6	3,3	2,0
Hommes âgés (65 ans et plus)	20 301 \$	22 025 \$	8,5	0,6	-1,9	-3,1
Femmes âgées (65 ans et plus)	18 082 \$	19 299 \$	6,7	-1,5	0,3	1,8
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	23 614 \$	25 926 \$	9,8	4,4	2,3	5,7
Femmes autres qu'âgées	20 398 \$	21 499 \$	5,4	3,0	8,2	-2,0

(moins de 65 ans)						
Déficit en revenu moyen chez les familles et les individus libres de liens familiaux - \$ requis pour atteindre le seuil de faible revenu						
(les cellules ombragées représentent les groupes enregistrant un déficit en revenu croissant)						
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	6 575 \$	6 707 \$	2,0	4,5	-3,6	3,6
Individus libres de liens familiaux	4 891 \$	5 338 \$	9,1	-2,8	4,9	-2,1
Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, <i>Le revenu au Canada, 2000</i>						

ANNEXE B Familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt

(les cellules ombragées représentent les périodes d'aggravation des taux de faible revenu)

	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	% avec faibles revenus		Changement en points de pourcentage pendant certaines périodes			
	1991	2000	00/91	98/97	99/98	00/99
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	9,1	7,9	-1,2	-1,4	-0,2	-0,7
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	2,4	1,6 (98)	-0,8	-0,3	so	so
Autres familles âgées	4,6 (92)	9,1	+4,5	+0,4	-2,3	+0,7
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	6,6	5,8	-0,8	-0,9	+1,2	-1,0
revenu unique	9,9	8,5	-1,4	-3,1	+1,6	0,0
double revenu	2,1	2,7	+0,6	-0,6	0,0	-0,4
Couples mariés avec enfants	7,8	7,4	-0,4	-1,9	+0,2	-0,2
revenu unique	17,9	21,4	+3,5	-4,5	+1,6	+1,1
double revenu	4,2	3,6	-0,6	-1,4	+0,1	-0,1
Mères seules	48,5	33,9	-14,6	-6,2	-1,4	-3,8
Pères seuls	20,1	16,3 (99)	-3,8	-2,4	+0,6	so
Toutes les familles de 2 personnes ou plus et individus libres de liens familiaux, selon la province						
Terre-Neuve	12,0	13,0	1,0	+0,5	+0,1	-0,5
Île-du-Prince-Édouard	8,5	7,9	-0,6	-1,1	+1,0	-0,3
Nouvelle-Écosse	10,6	10,4	-0,2	-0,1	-2,3	-0,3
Nouveau-Brunswick	10,3	8,8	-1,5	-0,7	-0,6	-0,9
Québec	15,1	13,6	-1,5	+0,4	-2,2	-1,3
Ontario	10,0	9,0	-1,0	-1,4	-0,1	-0,9
Manitoba	16,7	12,6	-4,1	-2,0	+0,7	-1,2
Saskatchewan	13,0	9,3	-3,7	-0,8	0,0	+0,3
Alberta	12,4	10,1	-2,3	-1,8	-1,0	-0,4
Colombie-Britannique	11,1	12,4	1,3	-2,3	+2,4	-1,1
Individus libres de liens familiaux						
Total	31,6	28,6	-3,0	-2,5	-0,1	-1,8
Hommes âgés (65 ans et plus)	22,2	16,8	-5,4	+1,2	-0,4	+0,5
Femmes âgées (65 ans et plus)	29,2	21,0	-8,2	-1,1	+0,2	-1,0
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	30,2	27,0	-3,2	-3,2	+0,4	-4,4
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	37,0	38,2	+1,2	-3,4	-1,1	+0,6

Note : Une famille de 4 personnes vivant dans une ville de 500 000 habitants ou plus avec un revenu annuel de moins de 29 163 \$ (7 290 \$ par personne) et une famille de 4 personnes en milieu rural ayant un revenu annuel de moins de 19 120 \$ (4 780 \$ par personne) sont classées comme étant à faible revenu.

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada 1999*

Notes en fin de texte

¹ Statistique Canada, *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE)

² Statistique Canada, *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE)

³ Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada 2000* (62-202-XIE)

⁴ Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada 2000* (62-202-XIE)

⁵ Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada 2001* (*Le Quotidien*, le 11 décembre 2002)

⁶ Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada 2000*

⁷ Morrissette, Zhang et Drolet, Statistique Canada, *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999*, rapport no report No. 187

⁸ Roger Sauvé, *Connexions – Cerner les liens entre la famille et le travail*, rapport rédigé pour l'Institut Vanier de la famille, 2002

⁹ Roger Sauvé, *Rêve et Réalité – Avoirs, dettes, et valeur nette des ménages canadiens* rapport rédigé pour l'Institut Vanier de la famille, 2002

Information additionnelle sur les sources utilisées pour les graphiques

Graphiques 1, 2, 4, 5, 6, 8, 10 et 16 – Statistique Canada, *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE).

Graphique 3 – Statistique Canada, Cansim II.

Graphiques 7 et 9 – Calculs à partir de données tirées du document *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE).

Graphiques 11 et 12 – Basées sur Statistique Canada, *Les comptes du bilan national*, (13-214-PPB), *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE), le *Bulletin hebdomadaire de statistiques financières* de la Banque du Canada (table E2) plus estimations par l'auteur de données sur les ménages pour 2001 et 2002.

Graphique 13 – Basée sur Statistique Canada, *Les comptes du bilan national*, (13-214-PPB) et *Les comptes économiques nationaux*.

Graphique 14 – Basée sur Statistique Canada, *Les comptes du bilan national*, (13-214-PPB).

Graphique 15 - Statistique Canada, *Le revenu au Canada 2000* (75-202-XIE) et *La revue chronologique de la population active 2001* (71-F0004XCB).

Note : Les données sur les ménages touchant les années 1991 à 2000 proviennent de la publication *Le revenu au Canada 2000* de Statistique Canada. On a considéré un taux de croissance en pourcentage équivalent à celui de 2000 pour calculer les données sur les ménages pour 2001 et 2002.